

L'EX-P-DG DE SONATRACH :

«Khelil, et plus haut encore»

A moins d'un mois de son procès, prévu le 15 mars,* Mohamed Meziane, l'ancien P-dg de Sonatrach, persiste et signe : le ministre de l'Energie d'alors, Chakib Khelil, décidait de tout. Ça, il l'avait déjà dit au juge en 2013. Il va aujourd'hui plus loin dans ses accusations, livrées hier à notre confrère El Watan, et dans lesquelles il révèle que les décisions dans le secteur se prenaient non seulement par Khelil mais «plus haut encore».

Pas besoin de préciser qui. Ceux qui ont donné l'ordre de faire fuir Chakib Khelil à partir de l'aéroport d'Oran le savent. Plus globalement, l'opinion publique algérienne le sait aussi, dans l'affaire Sonatrach comme dans celle de Khalifa, comme dans toutes les autres affaires de détournement et de dilapidation mises encore sous le boisseau.

Khelil décidait de tout, a déclaré Meziane à la consœur d'El Watan. «C'était le ministre qui choisissait les vice-présidents, les nommait et les dégommaient. Je n'avais aucun pouvoir sur eux», et comme de surcroît il se déclare lui-même «je suis du genre qui respecte la hiérarchie» et même s'il ne s'est pas toujours entendu avec lui, il «lui vouait tout le respect».

Au-delà et quant aux pratiques

elles-mêmes dans le secteur, l'ancien boss de Sonatrach révèle et étaye par des exemples précis les diaboliques manœuvres mises en place par le ministre en fuite, pour confier les contrats à ceux qu'il avait choisis. Alors que les soumissionnaires à certains appels d'offres lancés étaient légion, Meziane dit : «On se retrouvait avec seulement deux ou trois soumissionnaires.» Et d'expliquer qu'alors le ministre lui-même refusait de relancer l'appel d'offres et de se contenter de ceux restés en lice. Mieux encore, explique Meziane, qui argumente avec le contrat Saipem GK3.

Face à ce dernier dont l'offre était de 60% plus chère que son concurrent, Meziane aurait décidé de demander à ce soumissionnaire de baisser de 25 à 30% ses prix. Bien



Mohamed Meziane, ancien P-dg de Sonatrach.

Photo : Samir Sid

mal lui en a pris : Khelil lui aurait enjoint, par écrit, de ne demander qu'une baisse de 12,5% et comme s'il relevait la drôle de coïncidence, Saipem a dit qu'elle ne pouvait pas aller au-delà de 12% de baisse, et arriver en fin de course à 15%.

Lorsque la question lui est posée de savoir quelles relations le liaient à Hemche, objet d'un mandat d'arrêt international lancé par le tribunal international, et à Farid Bedjaoui, objet de plusieurs mandats d'arrêt internationaux, Meziane confirme que Hemche,

nommé par le ministre, n'avait de compte à rendre qu'au ministre et il lui en rendait régulièrement sur tout ce qui se passait dans l'entreprise : «Il était comme un électron libre».

Quant à Farid Bedjaoui, dont l'implication dans les détournements dans les contrats SH, au profit d'un homme politique algérien (Khelil) font les choux gras de la presse italienne, Meziane affirme haut et fort : «Je ne l'ai jamais connu. J'ai lu son nom et j'ai vu son visage dans les journaux.» Au-delà, Meziane va très loin dans la

dénonciation interférences : «Nous avons fait les frais d'une lutte d'intérêts à un très haut niveau. Les enjeux peuvent être autant politiques que financiers. Nous sommes victimes d'un règlement de comptes, peut-être pour avoir annulé des marchés d'équipement des unités du Sud en matériel de protection et de véhicules dotés de GPS, que devaient prendre certaines sociétés qui ont pignon sur rue.»

Alors que dans l'affaire Sonatrach 1 et 2 il était surtout question de petits couteaux et/ou parfois d'un ministre hors portée de la justice puisque exfiltré du pays, Meziane va, pour une fois, et au moyen d'exemples précis, très loin dans son accusation en faisant référence à quelqu'un de la présidence qui l'aurait appelé pour recevoir un soumissionnaire, en l'occurrence Petrofac (arrivé à Sonatrach en voiture de la présidence !) pour prendre un marché de 4,5 millions de dollars.

C'est dit et ce que tout le monde sait de la gestion de deniers publics de la nation par les prédateurs tapis encore dans leurs postes les plus élevés du pouvoir.

Khedidja Baba-Ahmed

SELON LE CHERCHEUR AMÉRICAIN THOMAS MURPHY

L'Algérie pourrait développer les gaz de schiste si...

L'Algérie pourrait développer les gaz de schiste si plusieurs facteurs étaient réunis, notamment une bonne communication sociale sur les risques engendrés, considère un chercheur américain.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Je ne suis pas venu pour évaluer l'expérience algérienne» concernant le développement des gaz de schiste, assurait hier le directeur du centre de recherche américain Penn State Marcellus Center of outreach and research (MCOR, basé dans l'Etat de Pennsylvanie), Thomas Murphy.

Hôte de l'Institut algérien du pétrole (IAP), ce chercheur américain a présenté au siège de Sonatrach une conférence sur le développement de cet hydrocarbure nonconventionnel, dont le bassin de Marcellus est riche.

Rétif à présenter un «plaidoyer» pour ou contre

cette ressource, Thomas Murphy a concédé que l'Algérie dispose d'une ressource gazière potentiellement bénéfique. Exprimant certes son «avis personnel», le directeur du MCOR considère qu'au regard des capacités techniques en place, de la possibilité du transfert d'expertise avec les compagnies de forage et de services spécialisées et de l'échange continu d'informations sur les technologies, «il n'y a pas de raison» pour ne pas développer cette ressource en Algérie. Cela étant, il ne manquera pas d'explicitier le fait que le développement des gaz de schiste, une réalité dans nombre de pays, est lié à plusieurs paramètres.

Outre une bonne évaluation des données géologiques et de la fiabilité de l'exploitation commerciale, notamment la mise en place des infrastructures et de la réglementation adéquates, une utilisation efficace des technologies d'extraction, le représentant du MCOR évoquera une bonne planification préalable au développement de cette source d'énergie, la mise en place d'une ingénierie très spécifique.

Comme il insistera sur la nécessité de s'assurer que le recherche se fasse de manière efficace, en œuvrant à minimiser les divers risques et impacts d'ordre environnemental (contamination de l'eau, pollution, dégradation de la nature...), économique et social.

Des risques certes avérés, «toujours présents» et évolutifs mais qui peuvent être cependant bien gérés et assimilés, Thomas Murphy estimant opportun à ce sujet de bien «traduire la science», d'informer, de «discuter» et bien communiquer sur les avantages et inconvénients de la valorisation de ces gaz. Voire de savoir bien «mettre en garde» quant aux risques, œuvrer à «minimiser la marge de risques», «partager les aspects techniques et sociaux avec le public», disposer d'un «permis social», d'un «contrat social», pourrait-on considérer. «L'Algérie pourrait être dans le bon sens si tous ces facteurs étaient réunis», considérerait auparavant l'hôte de l'IAP.

C. B.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Les travailleurs renouent avec la protestation

Le syndicat national des travailleurs du secteur de la solidarité nationale, affilié à l'UGTA, renoue avec la protestation. Le syndicat qui dénonce l'absence de dialogue avec la tutelle appelle les travailleurs à tenir un sit-in samedi prochain devant le ministère de la Solidarité nationale et prévoit une grève de trois jours à partir du premier mars prochain.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le syndicat national des travailleurs de la solidarité nationale monte au créneau. Il a décidé de déclencher une série d'actions de pro-

testation pour obliger le ministère de la Solidarité nationale à répondre à sa plateforme de revendications. Le syndicat qui a déposé un préavis de grève de trois jours, qui prendra effet

à compter du 1^{er} mars prochain, menace de déclencher une grève illimitée dans le cas où la tutelle continue «de fermer les portes du dialogue devant le partenaire social». Mais avant, le syndicat a décidé d'un sit-in national devant le ministère de tutelle pour samedi prochain. Une première action «de mise en garde», avant de hausser le ton.

Dans un communiqué rendu public, le syndicat dénonce l'absence du dialogue et accuse la tutelle

«d'adopter la politique de fuite en avant». Le syndicat dit avoir multiplié les demandes d'audiences avec la ministre de la Solidarité nationale qui ont «toutes été soldées par un échec». Le syndicat revendique l'ouverture du dialogue autour de sa plateforme de revendications qui tourne essentiellement autour de l'élaboration du statut particulier et le régime indemnitaire pour tous les travailleurs de la solidarité nationale, la prime de soutien scolaire et pédagogique, la révision à la hausse de la prime des corps communs, l'intégration des contractuels et la prise en charge du dossier de la médecine du travail.

Le syndicat souligne que «tous les établissements spécialisés et les Directions de l'action sociale et de la solidarité (DAS), dans toutes les wilayas du pays, seront paralysées par ces mouvements de protestation». Pourtant, le département de Mounia Meslem, lors d'une précédente déclaration, a affirmé que «le dialogue n'a jamais été rompu avec le partenaire social et que les travailleurs ont arraché de nombreux acquis».

S. A.

PROTESTATION CONTRE LE GAZ DE SCHISTE

L'Isco Annaba s'implique

L'Instance de suivi et de concertation de l'opposition (Isco) pour la wilaya de Annaba a décidé de tenir un sit-in mardi 24 février prochain devant le théâtre régional Azzedine-Medjoubi pour exiger l'arrêt immédiat de l'exploitation du gaz de schiste.

Selon un communiqué signé par les représentants locaux de sept partis et celui du D' Ahmed Benbitour, membres de l'Isco de la wilaya de Annaba, cette décision a été prise lors d'une réunion tenue dimanche dernier au siège local du Mouvement de la société pour la paix (MSP). Le document de l'Isco Annaba dont le *Soir d'Algérie* détient une copie, fait état d'une «adhésion pleine à l'initiative de l'Isco

nationale pour la tenue de sit-in à travers les 48 wilayas du pays». L'instance de protestation est composée de sept partis politiques et d'un représentant du D' Benbitour. Il s'agit des partis du RCD, MSP, Jil Jadid, PFJ, El Islah, Ennahda et ElAdala. Sa création remonte au 13 février 2015 suite à une réunion tenue au siège local du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). A noter que l'instance nationale de suivi et de concertation de l'opposition a laissé à chacune de ses représentations au niveau des wilayas le choix de l'endroit et de la façon d'exprimer la contestation pour l'arrêt de l'exploitation du gaz de schiste.

A. B.

ELLE OUVRE UNE NOUVELLE LIGNE

VERS ORAN

Air Malta se déploie

La compagnie aérienne, Air Malta, déploie ses lignes en Algérie. Après Alger, la compagnie desservira désormais la ville d'Oran.

Selon Joseph Galea, directeur commercial adjoint, cette nouvelle ligne, à raison de deux vols hebdomadaires, vient renforcer la ligne Malte-Alger qui passera, quant à elle, à une fréquence de trois vols par semaine au lieu de deux actuellement.

La compagnie, qui a transporté en moyenne 4 000 Algériens entre touristes et hommes d'affaires vers Malte en 2014, à raison de 300 voyageurs par semaine, compte renforcer le nombre de voyageurs pour passer à 700 ou 800 voyageurs par semaine pour cette année, selon les prévisions de Robert Falzon, consul général de Malte à Alger.

«Les vols d'Air Malta vers Alger et Oran offriront une connectivité indispensable entre les deux pays et l'Europe continentale, au travers de Malte», estime le directeur commercial.

Il a rappelé que la compagnie est liée à environ 30 destinations régulières vers l'Europe, l'Afrique du Nord et la Méditerranée orientale, avec une flotte de 10 Airbus. Selon lui, «ces nouveaux services devraient également continuer à faciliter et à améliorer les possibilités commerciales entre les deux pays notamment dans les domaines de la santé, des banques, de la construction et des travaux publics, le tourisme et le management et la logistique et transport».

La compagnie aérienne souligne avoir nommé l'agence Soleil Voyage, comme son agent général de ventes. Pour visiter la ville touristique de Malte, un pays de la zone Schengen de 400 000 habitants, qui est à 1h 20 de vol d'Alger, il faut déboursier 31 000 dinars en tarif promotionnel.

Le voyage à partir d'Oran coûte plus cher avec 33 000 dinars.

S. A.